trouvons ici. Que le gouvernement nomme un comité de la Chambre, ou du Sénat et de la Chambre des communes, pour étudier la question de la pauvreté.

Avant que nous nous réunissions, le premier ministre a promis au pays que la Chambre serait une plaque tournante. Elle ressemble plutôt à un tremplin pour le gouvernement. Faisons-en une plaque tournante. Si le gouvernement n'a pas le sens de ses responsabilités, que les membres de l'opposition, que les députés de l'arrière-ban de ce côté de la Chambre montrent que le Parlement et ses membres ont un sens des responsabilités, des convictions fermes et un sentiment de compassion.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il est une heure.

L'hon. M. Stanfield: La Chambre doit suppléer, de son mieux, aux déficiences du gouvernement actuel.

(La séance est suspendue à une heure)

Reprise de la séance

La séance est reprise à deux heures et demie.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le président, je n'ai pas l'intention d'adhérer aux arguments avancés ce matin par le chef de l'opposition, mais nous nous intéressons certainement tous à la réponse que le gouvernement pourrait donner sur les points qu'il a soulevés. Toutefois, lorsque les libéraux et les conservateurs discuteront des dépenses gouvernementales, je souhaite qu'ils ne songent pas uniquement aux sommes en cause, pour savoir si elles sont supérieures ou inférieures aux prédictions. A notre avis, ce qui importe, c'est la façon dont on affecte les dépenses gouvernementales et la façon dont on lève les impôts pour obtenir les fonds nécessaires.

Nous voulons évidemment qu'on économise. Nous ne souhaitons pas qu'on dépense sans nécessité et nous pensons qu'il faut proscrire le gaspillage. Toutefois, notre principal souci à propos des dépenses gouvernementales, c'est qu'elles servent à assurer nos concitoyens justice et sécurité. Tel est, à notre avis, le but des programmes du gouvernement: les fonds qui y sont affectés, contrairement à une grande partie de l'argent dépensé dans le secteur privé, constituent, en fait, un investissement de la population. Nous voulons voir intensifier ces programmes afin d'assurer à la population des revenus, des logements et une instruction convenables, ainsi que les

bienfaits de la sécurité sociale. Nous ne sommes pas impressionnés par des déclarations comme celle de ce matin, où le premier ministre a prétendu que l'opposition réclamait tout simplement une diminution des dépenses et une augmentation des programmes. C'est la tâche du gouvernement, croyons-nous, de réaliser des programmes pour le plus grand bien de notre population et nous reconnaissons qu'ils doivent être payés.

L'autre côté de la médaille, comme je l'ai déjà dit, c'est la manière dont les revenus du gouvernement sont perçus. Il faudrait, à notre avis, que cela se fasse sur une base aussi équitable que possible—il faudrait absolument tenir compte de la capacité de payer pour répartir l'assiette fiscale. Peut-être n'approuvons-nous pas certains passages du rapport Carter, mais dans l'ensemble, nous le considérons comme un excellent document; on y signale que les impôts peuvent être répartis d'après la capacité de payer de chacun et que les riches ne devraient pas y échapper comme ils le font en ce moment. Je le répète, nous sommes un peu fatigués de voir le gouvernement et l'opposition officielle se quereller à propos du montant que peut atteindre le budget. L'important pour nous, c'est l'affectation des fonds et la justice des méthodes de perception des impôts. Nous trouvons les deux grands partis en faute sur ces deux points.

Toutefois, je n'ai pas l'intention de m'attarder à cet aspect de la question, mais j'aurais une autre observation générale à formuler et quelques précisions à apporter. Je voudrais également ajouter qu'un ou deux de mes collègues parleront également de certains faits précis plus tard cet après-midi.

La remarque générale que je voudrais faire—et je suis heureux que le président du Conseil privé soit ici pour m'entendre—est que le débat sur les subsides qui se poursuit aujourd'hui démontre encore une fois combien il est urgent de revoir les méthodes que nous employons pour voter les subsides. Le gouvernement nous demande aujourd'hui d'approuver environ les neuf-douzièmes des prévisions budgétaires de l'année. La résolution est formulée de telle façon qu'elle tient compte des crédits provisoires en mars dernier, au cours de la législature précédente. Elle tient également compte du fait que le gouvernement a subsisté grâce à des mandats du gouverneur général durant plusieurs mois, au cours de la campagne électorale et par la suite. N'empêche que cette motion englobe non seulement les dépenses de tous ces mois, qui n'ont pas été étudiées de façon détaillée, mais s'étend aussi à celles d'octobre, de novembre et de décembre. Autrement dit, quand le